

UNE MEILLEURE CROISSANCE, UN MEILLEUR CLIMAT

The New Climate Economy Report

EXECUTIVE SUMMARY

La Commission Mondiale sur l'Économie et le Climat a été établie pour déterminer s'il est possible de parvenir à une croissance économique durable tout en luttant contre les risques liés au changement climatique.

Son rapport vise à informer les décideurs économiques du secteur public et du secteur privé, nombre desquels admettent les graves risques que représente le changement climatique, mais sont également confrontés à des préoccupations plus urgentes telles que l'emploi, la compétitivité et la pauvreté. Le rapport rassemble faits et analyse, puisant dans l'expérience pratique de pays, villes et entreprises du monde entier.

Le rapport conclut que tous les pays, quel que soit leur niveau de revenus, ont dès à présent l'occasion de construire une croissance économique durable tout en réduisant les immenses risques du changement climatique. Ceci est rendu possible par des changements structurels et technologiques qui se produisent dans l'économie mondiale et par des possibilités pour une plus grande efficacité économique. Le capital nécessaire aux investissements requis est disponible, et le potentiel d'innovation est immense. Il faut donc un leadership politique fort et des politiques crédibles et cohérentes.

Les 15 prochaines années seront décisives, à mesure que l'économie mondiale subit une transformation structurelle profonde. Ce sera la fin du « statu quo ». L'économie mondiale verra une croissance de plus de 50%, un milliard de personnes supplémentaires habiteront dans les villes, et les avancées rapides en matière de

technologies continueront à changer les entreprises et les vies. Environ 90 000 milliards de dollars des Etats-Unis seront probablement investis dans l'infrastructure des systèmes mondiaux urbains, d'utilisation des terres et énergétiques. La gestion de cette transformation aura un impact sur la croissance, la productivité et la qualité de vie futures.

Les 15 prochaines années d'investissement détermineront également l'avenir du système climatique mondial. Le changement climatique provoqué par les émissions antérieures de gaz à effet de serre a déjà des conséquences économiques graves, particulièrement dans les régions les plus exposées du monde. Sans des mesures plus ambitieuses sur les 10-15 prochaines années, entraînant un pic puis la chute des émissions mondiales, il est presque certain que le réchauffement mondial dépassera 2°C, le niveau que la communauté internationale s'est engagée à ne pas dépasser. Selon les tendances actuelles, le réchauffement pourrait dépasser 4°C d'ici la fin du siècle, avec des conséquences extrêmes, potentiellement irréversibles. En accumulant les concentrations de gaz à effet de serre et en privilégiant des actifs à fortes émissions de carbone, nous engendrons un retard dans la réduction des émissions qui rend progressivement plus coûteux la transition vers une économie à faible intensité de carbone.

Il n'est pas nécessaire pour la croissance économique future de reproduire les modèles du passé, avec ses fortes émissions de carbone et sa répartition inégale. Il

Il y a dès à présent un potentiel d'investissement énorme menant à une meilleure efficacité, une transformation structurelle et un changement technologique dans trois systèmes clés de l'économie :

- **Les villes** sont des moteurs de la croissance économique. Elles représentent environ 80 % de la production économique mondiale, et environ 70 % de la consommation mondiale d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. La façon dont les plus grandes villes connaissant les taux de croissance les plus rapides au monde se développent sera essentielle à l'évolution future de l'économie et du climat au niveau mondial. Mais une grande partie de la croissance urbaine aujourd'hui n'est ni planifiée, ni structurée, et engendre des coûts économiques, sociaux et environnementaux considérables. Comme le démontrent des villes pionnières dans le monde, un développement urbain plus compact et mieux intégré, construit autour d'un réseau de transport en commun, peut créer des villes qui sont économiquement dynamiques, plus saines et qui produisent moins d'émissions. Une telle approche de l'urbanisation pourrait réduire les besoins en capital des infrastructures urbaines de plus de 3000 milliards de dollars des Etats-Unis sur les 15 prochaines années.
- La productivité de l'**utilisation des terres** déterminera si le monde est en mesure de nourrir une population qui devrait atteindre plus de huit milliards d'ici à 2030, tout en préservant les environnements naturels. Il est possible d'accroître la production alimentaire, de protéger les forêts et de réduire les émissions liées à l'utilisation des terres en augmentant la productivité des cultures et du bétail, grâce aux nouvelles technologies et à des approches complètes

de la gestion du sol et de l'eau. La restauration de seulement 12 % des terres agricoles dégradées dans le monde permettrait de nourrir 200 millions de personnes d'ici 2030, tout en renforçant la résistance au climat et en réduisant les émissions. Ralentir, et au bout du compte, mettre fin à la déforestation est possible en associant un soutien international et un engagement national forts pour la protection des forêts et le développement des revenus en milieu rural.

- **Les systèmes énergétiques** alimentent la croissance dans toutes les économies. Nous sommes à l'orée d'un avenir propre sur le plan énergétique. Le charbon est plus risqué et plus coûteux qu'autrefois, avec une croissance de dépendance sur l'importation et de pollution atmosphérique. Une baisse des coûts rapide, particulièrement dans l'énergie éolienne et solaire, pourrait permettre aux énergies renouvelables et à d'autres sources d'énergie à faible intensité de carbone de représenter plus de la moitié de la production totale d'électricité nouvelle dans les 15 prochaines années. Un investissement élevé dans l'efficacité énergétique – dans les entreprises, les bâtiments et les transports – représente un énorme potentiel pour réduire et gérer la demande. Dans les pays en développement, les énergies renouvelables décentralisées peuvent contribuer à fournir de l'électricité à plus d'un milliard de personnes qui n'y ont pas accès.

Dans tous ces systèmes, trois « moteurs du changement » doivent être exploités pour surmonter les obstacles commerciaux, politiques et institutionnels à la croissance à faible intensité de carbone :



- **L'accroissement de l'efficacité des ressources** est au cœur de la croissance et de la réduction des émissions. Dans de nombreuses économies, les défaillances du marché et des politiques déforment l'allocation efficace des ressources et augmentent simultanément les émissions. Tandis que les subventions en faveur des énergies propres représentent environ 100 000 milliards de dollars Etats-Unis, les subventions en faveur des combustibles fossiles polluants sont aujourd'hui estimées à environ 600 milliards de dollars Etats-Unis par an. L'abandon progressif des subventions en faveur des combustibles fossiles peut améliorer la croissance et libérer des ressources qui pourront être réparties au profit de personnes à faibles revenus. Un prix fort et prévisible du carbone suscitera une productivité énergétique plus forte et fournira de nouveaux revenus fiscaux, qui pourront servir à alléger d'autres taxes. Des réglementations bien conçues, telles que des normes de performance plus élevées pour les appareils domestiques et véhicules, sont également nécessaires.
- **L'investissement dans les infrastructures** constitue le fondement de la croissance économique moderne. Des formes d'infrastructures à faible intensité de carbone sont essentielles pour réduire les trajectoires d'émissions actuelles. Pourtant aujourd'hui encore, de nombreuses économies ne parviennent pas à mobiliser des financements suffisants pour satisfaire leurs besoins en matière d'infrastructures. Cela n'est pas dû à une pénurie de capitaux dans l'économie mondiale. Pour de nombreux pays ceci est le résultat, pour de nombreux pays, d'un manque de capacité de financement public et de la perception du marché selon laquelle de tels investissements présentent un

risque élevé. Les innovations financières, notamment les obligations vertes, les instruments et produits de partage du risque qui alignent le profil de risque des actifs à faible intensité de carbone avec les besoins des investisseurs, peuvent réduire les coûts de financement, potentiellement jusqu'à 20 % pour l'électricité à faible intensité de carbone. Les banques de développement nationales et internationales doivent être renforcées et élargies.

- **Stimuler l'innovation** dans les technologies, les business models et les pratiques sociales peuvent favoriser la croissance et la réduction des émissions. Les avancées dans la numérisation, les nouveaux matériaux, les sciences de la vie et les processus de production pourront transformer les marchés et de réduire drastiquement la consommation des ressources. Mais la technologie n'évoluera pas d'elle-même vers une faible intensité de carbone. Cela nécessite des signaux politiques clairs, notamment la réduction des obstacles dressés par le marché et par la réglementation auxquels font face les nouvelles technologies et nouveaux modèles d'affaires, ainsi que des dépenses publiques bien ciblées. Pour contribuer à la création de la nouvelle vague de technologies économes en ressources et à faible intensité de carbone, les investissements publics en recherche et développement (R&D) dans le secteur de l'énergie doivent tripler, pour dépasser les 100 milliards USD par an d'ici le milieu des années 2020.

La mise en œuvre de politiques bien conçues dans ces domaines peuvent entraîner le renforcement mutuel des objectifs de croissance et des objectifs climatiques à court et moyen terme. Sur le long terme, si le changement climatique n'est pas adressé, la croissance à proprement



parler sera mise en danger.

Des signaux indiquant la mise en œuvre de politiques cohérentes et crédibles sur le long terme sont essentiels.

En orientant les attentes du marché, une telle politique encourage davantage d'investissement, réduisant les coûts de la transition vers une économie à faible intensité de carbone. Par contraste, l'incertitude concernant la mise en œuvre de ces politiques qui règne dans de nombreux pays a augmenté le coût du capital, nuisant aux investissements, à l'emploi et à la croissance. Sur le long terme, il existe un risque notable que les investissements à fortes émissions de carbone soient dévalués ou « bloqués » lors du renforcement des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La qualité de la croissance importe, sa rapidité aussi. De nombreuses politiques favorisant la faible intensité de carbone offrent d'autres nombreux avantages, notamment une meilleure sécurité énergétique, moins de congestion routière, une meilleure qualité de vie, une meilleure résistance au changement climatique et la protection environnementale. Beaucoup de ces politiques peuvent contribuer à réduire la pauvreté. Dans les 15 pays ayant les plus forts taux d'émissions de gaz à effet de serre, le coût des dommages de santé résultant de la mauvaise qualité de l'air, un phénomène largement associé à la combustion des combustibles fossiles, sont évalués à plus de 4 % du PIB en moyenne. De nombreux pays reconnaissent désormais les coûts issus d'un modèle de développement à fortes émissions de carbone.

Bien gérés, les investissements supplémentaires dans les infrastructures nécessaires pour réaliser la transition vers une économie à faible intensité de carbone seront modestes. Les besoins d'infrastructures pour une économie à forte émissions de carbone, dans le transport, l'énergie, l'eau et les villes, sont estimés à environ 90 trillions USD, soit 6 trillions USD par an en moyenne sur les 15 prochaines années. En combinant l'énergie renouvelable à un investissement réduit dans les combustibles fossiles, des villes plus compactes, et une gestion plus efficace de la demande en énergie, les infrastructures à faible intensité de carbone augmenteront les besoins en investissements de seulement 270 milliards USD par an. Ces coûts de capital plus élevés pourraient être entièrement compensés par des coûts d'exploitation inférieurs, par exemple par une réduction des dépenses en carburant. Investir dans une économie à faible intensité de carbone est une forme rentable d'assurance contre le risque climatique.

Le rapport propose un Plan d'Action Mondial de 10 recommandations clés, qui enjoignent les décideurs de :

1. **Accélérer la transformation des faible intensité de carbone en intégrant le climat dans les processus de décisions économiques fondamentaux.** Cela est nécessaire à tous les niveaux de gouvernements et entreprises, en apportant des changements systématiques aux politiques et outils d'évaluation des projets, indicateurs de performance, modèles de risque et exigences de signalement.
2. **Conclure un accord international fort, durable et équitable sur le climat,** pour augmenter la confiance nécessaire à la réforme des politiques nationales, fournir le soutien nécessaire aux pays en développement, et envoyer un signal fort du marché aux investisseurs.
3. **Supprimer progressivement les subventions pour les combustibles fossiles et intrants agricoles, ainsi que les incitations à l'extension urbaine,** en vue de susciter une utilisation plus efficace des ressources et libérer les fonds publics pour d'autres usages, notamment des programmes qui soutiennent des personnes à faibles revenus.
4. **Introduire des prix forts et prévisibles du carbone** dans le cadre d'une solide réforme fiscale et de meilleures pratiques d'affaires, envoyant ainsi des signaux forts à travers toute l'économie.
5. **Réduire substantiellement les coûts du capital pour les investissements dans les infrastructures à faible intensité de carbone,** en élargissant l'accès au capital institutionnel et en réduisant ses coûts pour les actifs à faible intensité de carbone.
6. **Intensifier l'innovation dans les technologies clés à faibles émissions de carbone et résistantes au climat,** en triplant l'investissement public en R&D sur les énergies propres et en éliminant les obstacles à l'entrepreneuriat et à la créativité.
7. **Faire des villes intégrés et compactes la forme préférée de développement urbain,** à travers des programmes favorisant des villes plus denses et accordant la priorité aux investissements dans des systèmes de transport en commun sûrs et efficaces.
8. **Mettre fin à la déforestation des forêts naturelles d'ici 2030,** en renforçant les incitations pour l'investissement à long terme et la protection des forêts, et en augmentant le financement international à environ 5 milliards USD par an, et en le liant de manière progressive à la performance.
9. **Restaurer au moins 500 millions d'hectares de forêts ou terres agricoles perdues ou dégradées d'ici 2030,** renforçant ainsi les revenus ruraux et la sécurité alimentaire.
10. **Accélérer l'effacement de la production d'électricité au charbon, particulièrement polluante,** en éliminant progressivement les nouvelles usines de charbon sans stockage et captage du carbone dans les économies

développées dès maintenant, et dans les pays à revenu intermédiaire d'ici 2025.

Les six premières recommandations représentent les conditions nécessaires pour un cadre fort et crédible favorisant l'investissement et la croissance à faible intensité de carbone et résistants aux impacts climatiques. Les quatre dernières recommandations portent sur des occasions à ne pas manquer pour parvenir à un changement qui pourra susciter la croissance future et réduire le risque climatique dans les villes, l'utilisation des terres et les systèmes énergétiques.

La mise en œuvre des politiques et investissements proposés dans ce rapport pourrait assurer au moins la moitié de la réduction des émissions nécessaire d'ici 2030 pour réduire le risque de changement climatique dangereux. Avec une mise en œuvre déterminée et large, un apprentissage rapide et le partage de bonnes pratiques, ce chiffre pourrait potentiellement atteindre 90%. Toutes les mesures offriraient de nombreux avantages économiques et sociaux, sans même parler de leurs avantages pour le climat. D'autres mesures seront également nécessaires. Certaines d'entre elles, comme le développement des technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone, engendreront des coûts qu'il faudra supporter exclusivement à fin de réduire le risque climatique. Au-delà de 2030, les émissions mondiales devront diminuer davantage, jusqu'à un niveau proche de zéro, voire au-delà dans la seconde moitié du siècle. Mais les coûts seront bien inférieurs et les opportunités de croissance bien supérieures si les bases d'une économie à faible intensité de carbone sont mis en place dès maintenant.

Un accord international fort et équitable est essentiel pour soutenir une action nationale ambitieuse. Les pays développés devront faire preuve de leadership en réduisant fortement leurs propres émissions, et en mobilisant un soutien financier et technologique pour les pays en développement. En même temps, les pays en développement représentent déjà environ deux tiers des émissions annuelles de gaz à effet de serre. Il sera donc impossible d'atteindre le niveau de réduction mondial requis sans que tous les pays participent.

La transition vers une trajectoire de croissance et de développement à faible intensité de carbone, résistant au climat, ne sera pas facile, et les gouvernements devront s'engager à une transition juste. Toutes les politiques sur le climat ne profitent pas à tous, et certains compromis sont inévitables, particulièrement à court terme. Bien que de nombreux emplois seront créés, et que de nombreuses entreprises bénéficieront de marchés et de profits plus importants, certains emplois seront perdus, notamment dans les secteurs à fortes émissions de carbone. Les coûts humains et économiques de la transition doivent être gérés par l'intermédiaire d'un soutien aux travailleurs déplacés, aux communautés touchées et aux foyers à faibles revenus. Un leadership politique fort et la participation active de la société civile seront nécessaires, avec la prise de décisions d'affaires claires et éclairées.

Les nombreuses preuves présentées dans ce rapport montrent qu'il existe désormais un vaste champ d'action pour à la fois améliorer la croissance et réduire le risque climatique. Des entreprises, villes et pays pionniers montrent déjà la voie du succès. Une remarquable opportunité de mettre le monde sur la voie de la prospérité durable s'offre aux leaders de l'économie mondiale. La récompense est immense, et le moment de décision est venu. Nous pouvons parvenir à une croissance meilleure et à un climat meilleur.

La Commission mondiale sur l'économie et le climat, et son projet phare The New Climate Economy, ont été mis en place pour aider les gouvernements, les entreprises et la société à prendre des décisions mieux informées sur la façon de parvenir à la prospérité et au développement économique tout en luttant contre le changement climatique. Pour lire le rapport Une meilleure croissance, un meilleur climat dans son intégralité, visitez www.newclimateeconomy.report. Pour les demandes des médias et toute autre demande, envoyez un e-mail à info@newclimateeconomy.net.